

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour publication immédiate : Le 20 avril 2023

Le gouvernement Ford fait d'importantes coupures de financement pour l'année scolaire 2023-2024

TORONTO ON – La Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO) attire l'attention à d'importantes coupures de financement en éducation publique à la suite de la publication des Subventions pour les besoins des élèves (SBE), le lundi 17 avril.

« Lundi, le gouvernement Ford a tenté de dissimuler sa publication des Subventions pour les besoins des élèves, qui révèle le financement du gouvernement pour les conseils scolaires pour la prochaine année scolaire », a dit la présidente d'OSSTF/FEESO, Karen Littlewood. « La raison pour laquelle le gouvernement a essayé de faufiler celles-ci à l'insu de tous est qu'elles comportent d'importantes coupures au financement pour les conseils scolaires. Après l'ajustement en fonction de l'inflation, on note une coupure de plus de 600 \$ par élève, comparativement au niveau de financement de l'an dernier. »

Comme il est expliqué dans le récent article du [Centre canadien de politiques alternatives](#), les SBE 2023-2024 démontrent un financement projeté par élève se chiffrant à 13 133 \$, en baisse de plus de 600 \$ comparativement au financement par élève de 13 747 \$ pour l'année scolaire précédente, lorsqu'on tient compte de l'inflation. En fait, des coupures se chiffrant à 1 200 \$ par élève ont été apportées depuis que le gouvernement Ford est arrivé au pouvoir en 2018.

« Ce gouvernement aime affirmer qu'il fait des investissements historiques en éducation publique, alors qu'en réalité, les élèves et les conseils scolaires sont assujettis à des coupures de financement à répétition. Comme nous l'avons vu à maintes reprises dans les rapports du Bureau de la responsabilité financière, ce gouvernement choisit délibérément de ne pas dépenser les fonds alloués à l'éducation, alors un financement réduit est particulièrement préoccupant lorsque nous savons qu'il est vraisemblable que le gouvernement Ford ne le dépensera même pas au complet. »

« Ces SBE pour la prochaine année scolaire ne constituent qu'un autre exemple démontrant que le gouvernement Ford pénalise l'éducation publique. Il a en fait soustrait une partie du financement de l'an dernier, y compris un financement de plus de 300 millions de dollars pour le Fonds pour la reprise de l'apprentissage suite à la COVID-19, afin de faire paraître les chiffres pour l'année scolaire 2023-2024 artificiellement élevés en comparaison », a partagé la présidente Karen Littlewood.

« Pour un gouvernement qui prône incessamment une plus grande responsabilité et transparence en éducation, ces tentatives futiles de dissimuler leurs coupures au financement de l'éducation sont insultantes. Les élèves de l'Ontario méritent beaucoup mieux que ces tactiques trompeuses de poudre aux yeux de la part des progressistes conservateurs de l'Ontario. »

« Je peux affirmer en toute confiance que je parle au nom de tous à l'emploi du système d'éducation financé à même les deniers publics de l'Ontario que nous souhaitons que le gouvernement tienne enfin sa parole et fasse des investissements historiques dans notre système d'éducation. Nous avons besoin de ces soutiens et non encore plus de points de discussion sans substance de la part du Ministre », a ajouté Karen Littlewood.

OSSTF/FEESO est également profondément préoccupé par le Projet de loi 98, la *Loi sur l'amélioration des écoles et du rendement des élèves*, déposé lundi. Après une analyse plus approfondie, il est devenu clair que ce Projet de loi comprend plusieurs dispositions qui ouvrent la porte à une plus vaste privatisation de notre système d'éducation publique.

« Ce Projet de loi ne contient même pas l'expression « éducation publique » et je crains qu'il ne s'agisse que du début d'un programme du gouvernement Ford visant à augmenter les intérêts « à profits » au sein de notre système d'éducation publique. Nous avons déjà constaté comment le présent gouvernement se plaît à privatiser les soins de santé et à vendre des terres publiques à des entrepreneurs privés et le Projet de loi 98 jette les bases pour faire de l'éducation sa prochaine cible. Les écoles ne sont pas des biens immobiliers que l'on peut vendre à de riches entrepreneurs – elles sont des centres communautaires qui devraient être protégés pour le bien de la communauté », a conclu la présidente Karen Littlewood.

OSSTF/FEESO exhorte tous à communiquer avec leurs représentantes et représentants élus pour demander à ce que le gouvernement Ford cesse de pénaliser l'éducation publique. Il est temps de faire de vrais investissements. Il est temps de cesser de pénaliser les élèves de cette province.

OSSTF/FEESO, créé en 1919, représente plus 60 000 membres de partout en Ontario. Ils comprennent le personnel enseignant des écoles secondaires de l'Ontario, le personnel enseignant suppléant, les aides-enseignants, les éducateurs et éducatrices, le personnel enseignant à l'éducation permanente et les instructeurs, les éducateurs et éducatrices de la petite enfance, les psychologues, les secrétaires, les orthophonistes, les travailleurs et travailleuses sociaux, le personnel de conciergerie, le personnel de soutien des universités ainsi que plusieurs autres membres du personnel du domaine de l'éducation.

Personne-ressource : Caitlin Reid

Conseillère en médias et communications

Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario

Caitlin.Reid@osstf.ca

416-576-8346